

Auditing & Assurance Services

by Timothy Louwers · Language: FR

Summary by booksummaryai.com —

<https://booksummaryai.com/country/fr/auditing-assurance-services-resume>

Summary

En 60 secondes

This is the standard text on how independent auditors verify company financial statements. It walks from the three-party logic of assurance through the audit risk model, evidence rules, internal control, and sampling, then cycles through auditing revenue, cash, inventory, assets, and debt. Fraud cases—Enron, WorldCom, HealthSouth, Waste Management, McKesson & Robbins—show what happens when audits fail or succeed. It closes with completing the audit, the standard report language, and the legal liability auditors face.

Pourquoi le lire

If you invest, lend, prepare financials, or sit on a board, you rely on audits you probably don't understand. This book explains the machinery: how auditors plan, gather evidence, test controls, and form opinions. Accounting students and new auditors get the full framework; executives and investors learn what an audit does and doesn't promise. It's dense, but the fraud stories make the stakes concrete.

Les idées clés

Trois parties, une seule opinion

Imaginez la direction d'une entreprise préparant ses états financiers, des investisseurs et des créanciers se demandant s'ils doivent y placer leur argent, et un auditeur indépendant se tenant entre eux. Le livre s'ouvre en définissant les services d'assurance comme des services professionnels indépendants qui améliorent la qualité de l'information — ou de son contexte — pour les décideurs. Toute la structure repose sur cette relation à trois : la partie responsable, le praticien indépendant, les utilisateurs visés. Puis il vous livre la définition classique de l'audit, celle de l'American Accounting Association : un processus systématique consistant à obtenir et à évaluer objectivement des éléments probants concernant les affirmations relatives à des actions et événements économiques, à les confronter à des critères établis et à communiquer les résultats aux utilisateurs concernés.

L'audit porte fondamentalement sur les éléments probants et les critères, non sur le soupçon. La direction formule des affirmations ; l'auditeur vérifie si ces affirmations correspondent aux critères établis, puis dit aux utilisateurs ce qu'il a trouvé. Un audit qui ne trouve rien produit néanmoins un rapport, car l'opinion elle-même est le produit. L'indépendance est ce qui rend la

partie intermédiaire utile — si le praticien n'est pas indépendant, l'information n'y gagne rien.

À essayer: La prochaine fois que vous lirez un rapport annuel, identifiez les trois parties : qui a préparé les états financiers, qui les a audités, et à qui le rapport est réellement destiné.

Deux lois ont façonné l'audit moderne

Le Securities Act de 1933 obligeait les entreprises émettant de nouveaux titres auprès du public à déposer une déclaration d'enregistrement comprenant des états financiers audités. Un an plus tard, le Securities Exchange Act de 1934 a rendu obligatoires des états financiers audités annuels pour les sociétés cotées et a créé la SEC. Le livre présente également le Sarbanes-Oxley Act de 2002 comme une réglementation historique. Il a créé le Public Company Accounting Oversight Board pour superviser les audits des sociétés cotées, et sa Section 404 exige que la direction évalue et rende compte du contrôle interne de l'information financière — les auditeurs attestant cette évaluation.

La forme de l'audit vient de la loi, pas seulement des préférences professionnelles. Les lois de 1933 et 1934 ont fait des états audités une condition des marchés publics ; Sarbanes-Oxley a ajouté une supervision des auditeurs eux-mêmes et inscrit le contrôle interne à l'ordre du jour de l'audit. La Section 404 rend la direction, et non le seul auditeur, publiquement responsable des contrôles.

À essayer: Vérifiez si une entreprise que vous suivez publie, dans son dépôt annuel, un rapport de direction sur le contrôle interne de l'information financière.

Une équation gouverne tout l'audit

Avant tout travail sur le terrain, un auditeur s'assoit pour planifier — et le livre fait reposer cette planification sur une équation unique : $\text{Risque d'audit} = \text{Risque inhérent} \times \text{Risque de contrôle} \times \text{Risque de détection}$. Les auditeurs fixent le risque de détection en fonction des niveaux évalués des deux autres, visant un risque d'audit global acceptably bas, puis utilisent le modèle pour planifier la nature, le calendrier et l'étendue des procédures. À côté du risque se tient le caractère significatif : l'ampleur d'une omission ou d'une inexactitude qui, compte tenu des circonstances, changerait ou influencerait probablement le jugement d'une personne raisonnable s'appuyant sur l'information — appréciée à la fois selon des facteurs quantitatifs et qualitatifs.

Le modèle est un outil de budgétisation du risque. Les auditeurs l'utilisent pour planifier la nature, le calendrier et l'étendue des procédures. Le caractère significatif fixe le seuil de ce qui importe à une personne raisonnable s'appuyant sur l'information, apprécié à la fois selon des facteurs quantitatifs et qualitatifs.

À essayer: Pour toute entreprise que vous analysez, posez-vous deux questions : ses comptes sont-ils intrinsèquement risqués, et ses contrôles sont-ils solides ? Ce rapport détermine le degré de vigilance que son audit exige.

Le triangle de la fraude

Le livre explique pourquoi la fraude survient à l'aide du triangle de la fraude — pression ou incitation, opportunité et rationalisation — et la SAS No. 99 (AU-C 240) exige des auditeurs qu'ils prennent en compte les trois éléments lors de l'évaluation du risque de fraude.

La fraude exige les trois pieds du tabouret — pression, opportunité, rationalisation — et les auditeurs sont tenus de sonder chacun d'eux.

À essayer: Quand les résultats d'une entreprise paraissent trop lisses, demandez-vous quelle pression pesait sur la direction, quelle opportunité sa structure lui offrait, et comment elle pourrait se le justifier à elle-même.

La preuve : en quantité suffisante, et de la bonne nature

La vie professionnelle d'un auditeur est une chasse à la preuve, et l'ouvrage fixe la norme sans détour : elle doit être suffisante — la quantité — et appropriée — la qualité, c'est-à-dire pertinente et fiable. La fiabilité n'est pas une affaire de hasard ; elle obéit à des règles. Un élément de preuve est plus fiable lorsqu'il provient de sources indépendantes extérieures à l'entité, lorsqu'il est produit en interne sous des contrôles efficaces, lorsque l'auditeur l'obtient directement, et lorsqu'il est documentaire plutôt qu'oral. L'exigence est codifiée dans l'AU-C 500 : « L'auditeur doit obtenir des éléments de preuve d'audit suffisants et appropriés en mettant en œuvre des procédures d'audit afin de disposer d'une base raisonnable pour exprimer une opinion sur les états financiers audités. »

Deux curseurs commandent la qualité de la preuve : la quantité dont vous disposez, et la qualité de chaque élément. La fiabilité obéit à des règles : sources extérieures indépendantes, documents produits en interne sous des contrôles efficaces, observation directe par l'auditeur, et primauté de l'écrit sur les déclarations orales.

À essayer: Lorsque quelqu'un vous communique un chiffre de vive voix, demandez le document qui le sous-tend — et notez qui a produit ce document et sous quels contrôles.

COSO : cinq composantes, un socle

Pour juger de la qualité des contrôles d'une société, les auditeurs recourent au référentiel COSO Internal Control—Integrated Framework, la norme d'évaluation retenue par l'ouvrage. Le COSO définit le contrôle interne comme un processus mis en œuvre par le conseil d'administration, la direction et les autres personnels d'une entité, conçu pour fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation d'objectifs relevant de trois catégories : opérations, reporting et conformité. Le référentiel comporte cinq composantes : l'environnement de contrôle, l'évaluation des risques, les activités de contrôle, l'information et la communication, et les activités de surveillance.

Le contrôle interne est un processus piloté par des personnes à tous les niveaux, du conseil d'administration jusqu'à la base — non pas un manuel rangé sur une étagère. Les cinq

composantes s'imbriquent, l'environnement de contrôle constituant le socle de toutes les autres.

À essayer: Jugez d'abord l'environnement de contrôle d'une société : qu'est-ce que la direction récompense, et qu'est-ce qu'elle choisit de ne pas voir ? Tout le reste du système de contrôle découle de ce ton donné à l'ouvrage.

Se prononcer sur les contrôles — et ce que signifie une faiblesse significative

Pour les sociétés cotées, l'audit du contrôle interne sur l'information financière constitue une mission à part entière. Selon l'AS 2201, la norme du PCAOB présentée dans l'ouvrage, l'auditeur doit exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne sur l'information financière. L'enjeu est défini avec précision : une faiblesse significative est une déficience, ou une combinaison de déficiences, du contrôle interne telle qu'il existe une possibilité raisonnable qu'une anomalie significative des états financiers annuels ou intermédiaires ne soit ni prévenue, ni détectée en temps utile.

Cet audit se déroule en parallèle de l'audit des états financiers. Une « faiblesse significative » n'est pas un défaut mineur — c'est une lacune de contrôle offrant une possibilité raisonnable de laisser passer une anomalie significative non détectée.

À essayer: Consultez le 10-K d'une société cotée pour y lire son opinion sur le contrôle interne — et examinez attentivement toute faiblesse significative divulguée, car elle signale où des anomalies pourraient se dissimuler.

L'échantillonnage : les mathématiques du contrôle d'une tranche

Les auditeurs ne peuvent tester chaque transaction ; ils échantillonnent donc — et l'ouvrage nomme le risque que cela engendre. Le risque d'échantillonnage est le risque que la conclusion de l'auditeur fondée sur un échantillon diffère de la conclusion qui serait tirée si l'ensemble de la population était soumis à la même procédure. Il se scinde en deux types d'erreurs : le type I, le risque de rejet à tort, qui affecte l'efficacité — l'auditeur accomplit plus de travail que nécessaire ; et le type II, le risque d'acceptation à tort, qui affecte l'efficacité — l'auditeur accepte une population en réalité défectueuse.

Le risque d'échantillonnage se scinde en deux types d'erreurs. Le type I, le rejet à tort, affecte l'efficacité ; le type II, l'acceptation à tort, affecte l'efficacité.

À essayer: Lorsque vous portez un jugement à partir d'un échantillon — critiques, données d'enquête, contrôles qualité — demandez-vous quelle erreur vous nuirait davantage : rejeter à tort ou accepter à tort.

Pourquoi les revenus sont présumés risqués

L'ouvrage étaye une règle par l'affaire HealthSouth : la comptabilisation des revenus constitue un risque de fraude significatif, et les auditeurs doivent présumer l'existence d'un risque d'anomalie significative due à une fraude dans la comptabilisation des revenus. Les schémas

courants comprennent les transactions bill-and-hold, le channel stuffing et les accords secrets.

Les revenus sont le poste où les sociétés mentent le plus souvent, car c'est le chiffre que les marchés scrutent. C'est pourquoi les normes d'audit inversent la charge habituelle : les auditeurs doivent présumer un risque de fraude dans la comptabilisation des revenus, et non attendre des signaux d'alerte.

À essayer: Comparez la croissance des revenus d'une société à ses flux de trésorerie liés à l'exploitation ; un écart qui se creuse est le point de départ des présomptions de fraude sur les revenus.

La lettre à la banque

Le processus standard d'audit de la trésorerie : les auditeurs envoient une lettre de confirmation à chaque banque avec laquelle le client a fait affaire au cours de l'année, demandant des informations sur les soldes des comptes, les emprunts et les engagements hors bilan. La confirmation est envoyée sous le contrôle de l'auditeur — la direction n'y touche jamais en cours de route.

La confirmation bancaire est la conception de la preuve à son état pur : directe, documentaire, provenant d'une source indépendante et hors de portée de la direction. La confirmation couvre les emprunts et les engagements hors bilan, pas seulement les soldes.

À essayer: Pour toute affirmation financière que vous évaluez, trouvez la source indépendante avec laquelle vous pouvez la confirmer directement — et contrôlez vous-même le canal.

McKesson & Robbins : la fraude qui a réécrit l'audit

Le président de la société, F. Donald Coster — en réalité Philip Musica, un repris de justice condamné — a fabriqué 19 millions de dollars de stocks fictifs et 9 millions de dollars de créances fictives. Aujourd'hui, l'observation du comptage physique des stocks est une procédure d'audit généralement acceptée — les auditeurs doivent être présents au comptage pour observer les procédures de comptage de la direction, effectuer des comptages tests et inspecter l'état des stocks.

L'observation du comptage physique des stocks est une procédure d'audit généralement acceptée : les auditeurs doivent être présents au comptage pour observer les procédures de comptage de la direction, effectuer des comptages tests et vérifier l'état des stocks.

À essayer: Pour tout actif sur lequel vous vous appuyez, demandez-vous si quelqu'un a physiquement vérifié qu'il existe et fonctionne — ou s'il n'a jamais été qu'un chiffre sur le papier.

Les camions-poubelles de Waste Management, et les confirmations de dettes

Du côté du passif, la discipline du livre est plus simple : les auditeurs doivent confirmer directement les obligations de dette auprès des prêteurs, en couvrant le montant du principal, le taux d'intérêt, les conditions de remboursement, ainsi que toute garantie ou clause restrictive —

et examiner les conventions de prêt pour vérifier le respect des clauses de dette.

La dette s'audite en allant chez le prêteur : confirmer les conditions, vérifier les clauses.

À essayer: Comparez les durées d'amortissement déclarées d'une société aux normes du secteur ; des durées d'actifs étirées sont un moyen discret de gonfler les bénéfices.

Les touches finales : événements postérieurs et continuité d'exploitation

En vertu de l'AU-C 560, l'auditeur doit exécuter des procédures pour identifier les événements postérieurs jusqu'à la date du rapport de l'auditeur — et le traitement se scinde en deux : les événements apportant des éléments de preuve supplémentaires sur des conditions existant à la date de clôture du bilan exigent un ajustement des états financiers ; les événements impliquant des conditions survenues après cette date exigent plutôt une information dans l'annexe. L'autre jugement de fin d'audit est la continuité d'exploitation : l'auditeur doit évaluer s'il existe un doute substantiel sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation dans des conditions de continuité pendant une période raisonnable, n'excédant pas un an au-delà de la date des états financiers audités. Les signes d'alerte comprennent des pertes d'exploitation récurrentes, des insuffisances de fonds de roulement et des défauts de paiement sur emprunts.

La phase finale de l'audit couvre les événements postérieurs et la continuité d'exploitation. Les événements apportant des éléments de preuve supplémentaires sur des conditions existant à la date de clôture du bilan exigent un ajustement ; les événements impliquant des conditions survenues après cette date exigent une information dans l'annexe. L'horizon de la continuité d'exploitation est fixe : un an, pas davantage.

À essayer: En lisant un rapport annuel, vérifiez la note sur les événements postérieurs et toute mention relative à la continuité d'exploitation — elles révèlent ce qui a changé après la clôture des comptes.

L'opinion, et qui peut vous attaquer en justice pour elle

La formulation standard du rapport sans réserve : « À notre avis, les états financiers mentionnés ci-dessus présentent fidèlement, à tous égards significatifs, la situation financière de la société X au 31 décembre 20XX, ainsi que les résultats de ses opérations et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement acceptés aux États-Unis d'Amérique. »

La formulation de l'opinion est délibérément étroite : « présentent fidèlement » et « à tous égards significatifs » — et non certifier comme exacts.

À essayer: Lisez le paragraphe d'opinion d'un véritable rapport d'audit et remarquez les précautions : « présentent fidèlement », « à tous égards significatifs » — c'est la limite exacte de la promesse.

Limites

This is a textbook, and it reads like one: procedural, dense, and heavy on standards citations that will exhaust casual readers. The fraud cases are gripping but compressed—a paragraph each—so you get the outline of Enron or HealthSouth without the narrative depth a dedicated account would give. The sampling and internal control chapters assume comfort with statistics and accounting terminology. And because auditing standards evolve, any edition ages quickly; check that yours reflects current PCAOB and AICPA rules before relying on specific requirements.

En une phrase

An audit is a systematic hunt for evidence that financial statements tell the truth within material limits—and history shows what happens when that hunt fails.

Pour qui

Accounting students, new auditors, and anyone preparing for the CPA exam who needs the full audit framework in one place. Investors, board members, and executives who want to understand what an audit actually does—and doesn't—promise will also get real value.